

Mamans mineures de mère en fille

Avec le milieu social et le désir de stabilité, c'est l'une des raisons des maternités précoces, décrites dans une étude de la Cnaf.

Les «adomamans» ne courent pas les rues en France. Elles sont moitié moins nombreuses que dans les années 70. Mais parallèlement à cette diminution, l'angoisse des pouvoirs publics n'a cessé de croître. Chaque année un peu plus de 6000 mineures accouchent (0,8 % du total des accouchements), 880 d'entre elles ont moins de 16 ans. Toutes sont considérées, a priori, comme étant en danger, et leurs enfants avec. Toutes incarnent un «ratage» de la collectivité qui se plie en quatre pour tenter de rattraper cet «échec». On ne parle pas en France de «suicide social» comme en Grande-Bretagne, où 13% des jeunes filles de 20 ans sont déjà mères, ni de fléau social, comme aux Etats-Unis, champions toutes catégories des grossesses adolescentes non désirées (22% d'adolescentes mères contre 4 % en France) (1). L'approche hexagonale s'attache plus au coût

«humain»: on sait que ces grossesses menées à terme conduisent le plus souvent à l'exclusion sociale, et à des souffrances à répétition. Plus de la moitié de ces mères confient en effet leur enfant à l'aide sociale avant sa quatrième année. Les filles conçues par une mère adolescente ont plus de chances que les autres de devenir elles-mêmes de très jeunes mamans.

Population à risques. A la demande de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf), deux chercheuses ont mené un vaste travail sur les maternités précoces dans les pays développés. Elles ont synthétisé et comparé des données éparses, notamment sur la situation française, soustraite par la recherche (2).

Pourquoi et comment la Suède ou la Suisse parviennent-elles à limiter le phénomène? Qui sont les jeunes filles les plus exposées en France, en Italie ou aux Etats-Unis? Quelles raisons motivent ce choix personnel de garder son enfant, alors que l'accès à l'avortement est possible? L'enquête remet les choses au point: il n'y a pas de catastrophe française en la matière, mais plutôt une perception catastrophiste. L'impossibilité hexagonale de réaliser des enquêtes à partir de données ethnoculturelles ne permet pas, comme aux Etats-Unis, de déterminer les populations à risque (hispanique et afro-américaine).

Mais en se fiant à la géographie des maternités précoces dans des pays tels que l'Italie ou le Canada, Corinne Nativel et Anne Daguette avancent l'hypothèse que la cartographie française épouse les zones d'exclusion et de chômage, notamment de la ruralité et des banlieues défavorisées. Si la plupart des experts refusent d'établir un portrait

type, «on constate quand même que les jeunes femmes issues de familles socialement et économiquement défavorisées sont relativement plus exposées». Il apparaît que les grossesses chez les très jeunes mineures (moins de 15 ans), et particulièrement en France, sont plus souvent liées à des traumatismes résultant de violences sexuelles.

Pour les plus âgées (16-17 ans) la maternité correspondrait à un désir de stabilisation de la relation amoureuse et à l'es-

poir d'accéder à une reconnaissance sociale: «Les filles mères cherchent probablement à susciter l'envie

de leurs jeunes camarades, à se démarquer et à se valoriser par l'entrée dans le monde adulte que représente l'autorité parentale.» L'absence du père biologique durant la petite enfance augmenterait les comportements sexuels à risque chez les adolescentes, et donc leur propension à tomber enceintes. «Cette relation causale est observée toutes classes sociales confondues et n'est pas affectée par le niveau des revenus familiaux ou l'origine ethnique.»

Scolarité. La première conséquence de cette sortie prématurée de l'enfance est l'interruption de la scolarité, et donc une plus forte probabilité d'occuper des emplois sous-qualifiés et sous-payés. A moyen terme, les mamans adolescentes ont plus de chances que les autres de rester des mères isolées à l'âge adulte, dépendant des aides sociales. Les deux chercheuses ont trouvé bien peu d'études sur les éventuels effets positifs de telles grossesses, presque toujours perçues comme une catastrophe individuelle. Elles notent qu'en France peu d'enquêtes donnent la parole à ces jeunes mères. Mères «a-normales», qui ne respectent pas le modèle dominant de «superwomen» maîtrisant leur fécondité, planifiant les maternités en fonction de leur insertion professionnelle. Les sous-entendus affluent parfois: ces jeunes filles seraient des «manipulatrices» qui se serviraient de la maternité pour obtenir des allocations et un logement social. Les thèses s'affrontent: s'agit-il d'un symptôme du «profond malai-

se» qui, selon certains experts, caractérise l'adolescence dans nos sociétés? d'une volonté de transgresser? d'une échappatoire au suicide «en donnant la vie»? Il n'est jamais question d'histoires heureuses, comme si les experts ne pouvaient envisager cette dimension.

Reconnaissance. Corinne Nativel et Anne Daguette ne tranchent pas. Elles semblent privilégier l'analyse la plus répandue chez les sociologues: «Signe de contestation ou d'inconscience, le désir et la venue d'un enfant chez une adolescente correspondraient à un désir de reconnaissance dans un contexte de crise économique et sociale. En l'absence d'alternative, certaines jeunes filles pourraient être tentées de mettre au monde un enfant auquel elles pensent «avoir droit» et d'exercer ainsi un rare élément de libre arbitre, celui de disposer de leur corps.» La conclusion de ce travail, inédit en France, montre qu'en termes de politique pu-

blique, les mesures les plus adaptées sont celles qui favorisent au niveau local la communication et le dialogue social avec les jeunes filles. Leurs mots, qui n'apparaissent pas dans cette étude – ce n'est pas son objet –, semblent alors bien simples. «J'ai envie d'un enfant pour lui donner de l'amour, pour qu'il reflète qui je suis», dit Jacqueline, 16 ans, placée en famille d'accueil à 10 ans: «Les gens qui n'ont pas été enlevés à leur famille, ils ne peuvent pas comprendre qu'on a besoin de créer un lien.» ●

BLANDINE GROSJEAN

(1) Pourcentage de femmes de 20 ans ayant eu un enfant avant 18 ans. La Corée (1 %) le Japon (2 %) et la Suisse (2 %) réalisent les meilleurs scores.

(2) «Les maternités précoces dans les pays développés: problèmes, dispositifs, enjeux politiques».

La sexualité des adolescents, une variante culturelle

Trois modèles sexuels dans les pays industrialisés.

Un des aspects les plus intéressants de l'étude de la Cnaf montre que le phénomène des grossesses précoces est intimement lié aux perceptions de la sexualité des jeunes dans les différents pays industrialisés. Les chercheuses ont dressé trois groupes correspondant à trois types de société.

Une activité d'adulte. Dans le premier groupe, on estime que les adolescents doivent être préservés le plus longtemps possible de la sexualité, qui est une activité réservée aux adultes, donc socialement acceptable lorsque les individus sont en mesure de fonder une famille sans dépendre de l'aide sociale. Ce modèle n'existe pas en Europe mais est très répandu aux Etats-Unis, qui ont mis en œuvre des programmes d'abstinence sexuelle, dont l'efficacité reste très controversée: depuis leur instauration dans les années 80 sous Reagan, le nombre de grossesses précoces non désirées n'a cessé d'augmenter (22% des adolescentes). L'étude n'aborde pas le continent sud-américain, mais il semble que le Brésil, qui connaît un fort taux de grossesses adolescentes, corresponde à ce modèle, avec une dimension sexiste, puisque c'est la seule sexualité des jeunes filles qui est niée.

Un phénomène à combattre. Dans le deuxième modèle, la sexualité adolescen-

te est un phénomène à combattre et les jeunes sont fortement encouragés à repousser l'âge du premier rapport sexuel. Dans le même temps, cette sexualité juvénile apparaît comme un mal inévitable qu'il faut surtout accompagner en raison de l'inefficacité des dispositifs répressifs ou du déni. Ce type de représentation intermédiaire se retrouve au Royaume-Uni (13%), en Irlande (9%) et, dans une moindre mesure, aux Pays-Bas (3%).

Une dimension normale. Enfin, dans le troisième type de pays, la sexualité apparaît comme une dimension normale de l'adolescence. On ne dénie pas aux jeunes le droit d'explorer leur corps dans une société de plus en plus sexualisée. Il s'agit alors de permettre aux jeunes de contrôler les risques en mettant à leurs dispositions les moyens de contraception adéquats, et en tenant compte de leurs moyens financiers et du besoin de confidentialité. Ces politiques se caractérisent par le soutien bienveillant de la société adulte: pouvoirs publics, parents, écoles et centres de planning familial. Ce scénario idéal est celui des pays scandi-

Depuis l'instauration aux Etats-Unis de programmes d'abstinence dans les années 80, le nombre de grossesses précoces non désirées n'a cessé d'augmenter.

naves, de certains pays d'Europe continentale comme la Suisse et dans une moindre mesure de la France. En Suède, l'abandon en 1975 de toute politique fondée sur l'abstinence, remplacée par une politique de contraception, d'information et de libre accès à l'IVG, a permis une diminution de 80% des grossesses précoces dans la décennie suivante (pour arriver à 3%). Ce type de politique est repéré comme le plus efficace pour prévenir les maternités précoces.

La Méditerranée à part. Le cas des pays méditerranéens est spécial: l'Italie et l'Espagne se distinguent par un faible taux de grossesses adolescentes (3%) et, quand elles surviennent, «la venue de l'enfant n'est pas perçue comme un moment de crise ou de rupture mais accepté comme un élargissement de la famille». Il est courant que les jeunes mères et leur enfant continuent de vivre sous le même toit que leurs parents et restent dépendants d'eux financièrement. L'Irlande rejoint ce groupe. «Au-delà de la force des liens familiaux, on peut aisément établir un rapprochement avec le poids déterminant de l'Eglise catholique.» La Grèce et le Portugal font bande à part: le fort taux de naissances chez les mères mineures (5% et 9%) tient à la précocité de nombreux mariages ●

B. G.

«Tout le monde était contre moi»

Lynda, 17 ans, a choisi d'assumer son enfant.

A 17 ans, Lynda est devenue mère d'une petite fille, Soraya. Elle vit à Brest, au Sdaaf (Service d'accueil et d'accompagnement familial) (1) où elle a mené sa grossesse à terme et où elle élève sa fille:

«Je suis fille unique. Mon père était violent et alcoolique, ma mère l'a quitté quand j'avais 3 ans, avant qu'il ne s'en prenne à moi. J'ai vécu seule avec ma mère, j'ai toujours eu le pouvoir sur elle, je la commandais. A partir de la 6^e, j'ai commencé à traîner avec une bande, je ne rentrais plus. C'est là que j'ai rencontré Sébastien, le père de ma fille. On est sorti ensemble, on a cassé, on s'est remis ensemble. On avait 16 ans, c'est lui qui a parlé en premier d'un bébé. Il voulait vivre sa vie avec moi, on pensait qu'on serait plus heureux en faisant une famille. Ma mère ne l'aimait pas, ils s'insultaient. On savait qu'on ne pourrait

pas vivre en couple sans enfant, je faisais sans cesse des fugues, donc je ne prenais pas régulièrement ma pilule. Je suis tombée enceinte, je l'ai dit en premier à Sébastien, il m'a serrée dans ses bras, on était heureux, on n'a jamais été aussi heureux que ce jour-là.»

«J'étais trop jeune quand j'ai choisi le père, je ne suis pas tombée sur le bon.»

Pression dingue. «Pour le début de ma grossesse, lui, il était en prison. Tout le monde était contre moi, le gynécologue qui m'a engueulée, ma mère, mes tantes, tout le monde voulait que j'avorte, elles étaient tout le temps sur moi, une pression dingue, je faisais des crises de nerfs. J'ai fait l'inscription pour l'IVG et je ne suis pas allée au rendez-vous, je voulais assumer cet enfant et l'avortement c'était tuer quelqu'un en moi, ça m'au-

rait détruite. La vie avec ma mère n'était plus possible mais je n'arrivais pas à la quitter, c'est le juge qui m'a obligée à venir au Sdaaf: il m'a dit que, si je ne faisais pas des efforts, on allait me retirer mon bébé, qu'avec le père on avait intérêt à arrêter nos conneries. Ici, je me suis posée, j'ai pris du recul. J'ai compris que ma mère vivait mal que je lui échappe, elle pensait que j'allais lui laisser mon enfant et qu'il allait confondre maman et mammy. La mère de Sébastien a accouché quelques semaines avant moi. A la naissance, tous ceux qui m'avaient tourné le dos sont revenus, j'ai dit: "Stop, vous m'avez laissée tomber quand j'avais besoin d'aide." J'ai eu besoin de fermer les portes, de vivre l'histoire avec ma fille. A la fin de la grossesse, je lui parlais beaucoup, je continue, je lui fais l'album de photos de sa vie, il y a même une photo de mon père, un inconnu pour moi, mais depuis que j'ai accouché il a repris contact. Seulement, il ne faut pas qu'il rêve, même s'il a toujours raconté qu'il vivrait avec moi quand j'aurais 18 ans.»

Plus sévère. «Dans la rue, les gens me regardent de travers, je leur dis "qu'est-ce qu'il y a?", mais je ne les agresse plus, j'ai arrêté de me bagarrer, je leur dis juste: «Oui, c'est mon enfant et c'est ma vie.» C'est dur d'être maman, il faut tout le temps être prête pour elle, quand elle

pleure pour rien et que je suis fatiguée, alors là je souffre, je craque mais je le cache, il faut rester calme parce que l'enfant ressent tout. Mais le matin, tu la vois, elle te fait un grand sourire, tu oublies tout. Pour moi, le meilleur moment c'est le bain, tous les soirs à 19 heures, c'est un moment magique. Je ferai tout pour que ma fille ne fasse pas les conneries que j'ai faites, je ferai très attention à ses fréquentations, je serai beaucoup plus sévère que ma mère: quand c'est non, c'est non. Et en même temps, j'ai fait comme ma mère: elle aussi, à 18 ans elle s'est fait virer de chez elle parce qu'elle était enceinte (de moi) avec un homme qu'elle a dû quitter, comme moi. J'ai passé mes premiers mois en foyer, comme Soraya. «Je ne vois plus mes copines du collège, on n'a plus les mêmes centres d'intérêt, sortir en boîte, ça m'a intéressée, mais là ça

ne m'intéresse plus. Ce qui est dur ce n'est pas d'être adolescente et maman, c'est de ne pas être avec le père. J'étais trop jeune quand j'ai choisi le père, je ne suis pas tombée sur le bon. Si j'avais réfléchi à toute la longue vie qui nous attendait tous les trois, j'en aurais choisi un autre. Là, il va bientôt repartir en prison. Mais en même temps, si le père n'était pas Sébastien, Soraya serait une autre personne et c'est Soraya que j'aime. Ce qui est dur aussi, c'est que ma mère me manque, elle n'a que moi.» ●

Recueilli par B.G.

(1) Le Sdaaf, financé par le conseil général a remplacé le centre maternel du Finistère, passant d'une logique d'assistantat et de charité à l'égard des «filles mères», à un accompagnement centré sur le lien mère-enfant, mais aussi père-enfant, et l'acquisition d'une autonomie sociale. Le Sdaaf accueille des femmes de 14 à 40 ans, logées dans des appartements au sein de l'établissement ou en ville.